

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-030**

### **DU 28 JANVIER 2022**

#### **ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT DANS LES LYCÉES FRANCILIENS 1ER RAPPORT POUR 2022**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** Le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** Le code de l'éducation ;

**VU** Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

**VU** L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

**VU** La délibération n° CR 64-12 du 22 novembre 2012 relativement à l'ajustement des contrats particuliers Région-départements 2007-2013 avec Paris, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis ;

**VU** La délibération n° CP 13-321 du 30 mai 2013 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

**VU** La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative à la mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur du développement numérique ;

**VU** La délibération n° CP 14-754 du 20 novembre 2014 relative à la politique régionale en faveur du développement du numérique ;

**VU** La délibération n° CP 11-249 du 10 mars 2011 et son avenant n°11-436 du 19 mai 2011 relatifs à la mise en œuvre du contrat particulier avec la ville de Paris sur le très haut débit second degré (THD2D) ;

**VU** Les délibérations n° CP 13-150 du 23 janvier 2013 et n° CP 13-200 du 4 avril 2013 relatives à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CP 14-453 du 18 juin 2014 relative à la mise en œuvre du schéma des formations, au soutien au développement de l'usage des TICE, à la mise en œuvre des CPRD 77 et 95 et à l'avenant au contrat-cadre de bande passante pour le très haut débit dans les EPLE de Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CP 15-255 du 9 avril 2015 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE régionaux de Seine-Saint-Denis ;

**VU** La délibération n° CP 16-429 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre du très haut débit pour les EPLE du Val-de-Marne et des Yvelines et mise à jour de la grille tarifaire pour les EPLE de la Seine-et-Marne ;

**VU** La délibération n° CR 84-16 du 16 juin 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

**VU** La délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

**VU** La délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** La délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** Le budget de la région d'Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-030 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Approuve la convention avec la Ville de Paris, figurant en annexe 1 à la délibération, définissant les engagements de chacun quant aux services liés à l'exploitation du réseau TH2D dans les établissements d'enseignement du second degré et autorise la Présidente du conseil régional à la signer

**Article 2 :**

Approuve l'avenant n°1 à la convention avec le département de Seine-Saint-Denis, figurant en annexe 2 à la délibération, définissant les engagements de chacun quant à l'activation du réseau THD-SSD et des services d'exploitation et de bande passante, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer

**Article 3 :**

Approuve l'avenant n°1 à la convention avec le département du Val de Marne, figurant en annexe 3 à la délibération, définissant les engagements de chacun quant à l'activation du réseau THD94 et des services d'exploitation et de bande passante, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

**Article 4 :**

Approuve l'avenant n°3 au contrat cadre pour le service de bande passante conclu avec Sem@for77, figurant en annexe 4 à la délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

**Article 5 :**

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **260 690 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2022

**Article 6 :**

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **80 830 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales »  
action (12203201) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales– part lycées »

du budget 2022

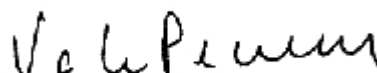
**Article 7 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 594 450 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-017 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12201709 « Accès Internet THD lycées publics » du budget régional 2022

**Article 8 :**

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **49 940 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-031 « Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales », action 12203108 « Accès Internet CMR » du budget régional 2022

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1138666-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

## **Annexe 1 - THD2D - CONVENTION AVEC LA VILLE DE PARIS**



Convention de services liés à l'exploitation  
du TH2D dans les établissements d'enseignement du second degré

Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) de la Ville de Paris  
Région Ile de France

Entre :

**La Ville de Paris**, représentée par la Maire de Paris, dûment habilitée en vertu d'une délibération du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation de pouvoir pour la durée de la mandature à la Maire de Paris,  
Dénommée ci-après la « Ville »

D'une part,

et

**La Région Ile-de-France**, représentée par sa Présidente, autorisée à cet effet par une délibération du Conseil Régional en date du 2 juillet 2021,  
Dénommée ci-après la « Région »

D'autre part,

Vu l'article L 32 - 4e du Code des postes et communications électroniques,

Vu les articles L 3332-3 et L 4211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention destinée à définir les contributions respectives et les relations entre la Région et la Ville dans le cadre de la réalisation d'un réseau très haut débit du second degré (THD2D) auquel sont interconnectés des établissements scolaires du 20 juin 2011 et son avenant du 5 août 2011.

## PREAMBULE

Depuis 2011, la Région et la Ville ont conduit un partenariat pour que soit construit un réseau très haut débit dédiés aux établissements du second degré, situés à Paris.

Les évolutions des besoins des usagers et des technologies nécessitent aujourd'hui que soit mise en œuvre une nouvelle convention afin de déterminer les conditions d'exploitation du réseau THD2D pour les sites existants sur le périmètre parisien et les conditions d'installation de nouveaux sites, le cas échéant.

Ainsi,

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les contributions respectives et de régir les relations entre la Région et la DSIN de la Ville dans le cadre de la réalisation du réseau THD2D dont elle prévoit les conditions d'investissement et d'exploitation.

### Article 2 : Prestations réalisées pour la Région

Le périmètre de la présente convention porte sur les prestations suivantes :

- L'investissement nécessaire à l'augmentation du haut débit des établissements du second degré de la Région (raccordée dans le cadre de la convention de 2011) et des ex-lycées municipaux transférés à la rentrée 2021 localisés à Paris
- La maintenance des établissements susvisés dont la liste figure en annexe 1
- L'installation sur le réseau THD2D de nouveaux sites, le cas échéant
- Le déplacement du point de livraison de la fibre THD2D et de ses équipements, le cas échéant
- La résiliation d'un site, le cas échéant

La liste des établissements peut évoluer après accord des parties. L'annexe correspondante fera l'objet d'une mise à jour régulière.

Il est à noter que les Centres de Formations pour Adultes (CFA) et des Centres de Formation rattachés à la CCIP de Paris sont exclus du périmètre. Ces établissements étaient initialement listés dans la convention de 2011.

#### ▪ **Précisions concernant les limites de responsabilités de chacune des collectivités :**

##### Augmentation de débit :

- Adaptation du débit des lycées par palier de 100Mb/s jusqu'à 1Gb/s maximum par site est possible sur le réseau THD2D sous réserve que l'investissement pour le remplacement de l'équipement réseau (commutateur) d'accès de chacun des sites soit mis en œuvre et financé par la Région. Le niveau de débit est identique pour tous les sites à l'instant donné.

La Région définit opérationnellement, suivant les usages numériques, le débit accordé à l'ensemble des établissements dans la limite précisée ci-dessus.

#### Maintenance du service THD2D :

Le réseau optique THD2D et les matériels actifs sont maintenus en condition opérationnelle par la Ville.

À ce titre, toutes les opérations de supervision et les opérations de maintenance seront réalisées par la Ville ou ses prestataires, notamment la résolution des incidents sur les matériels actifs de réseau ainsi que la réalisation d'une épissure afin de rétablir la continuité optique d'un lien fibre coupé suite à un incident identifié, voire une demande de travaux.

#### Raccordement d'un nouveau site :

L'installation d'un nouveau site Région est réalisé conjointement par la Ville et la Région. Les travaux de fibre optique en égout jusqu'au branchement particulier du bâtiment sont réalisés par la Ville.

Les travaux de génie civil dans l'enceinte des établissements, l'aménagement des locaux techniques, la fourniture et l'installation de baies sont réalisés par la Région.

La constitution de la route optique, le tirage de la fibre jusqu'à la baie abonné, la fourniture et l'installation du bandeau fibre dans la baie, l'alignement des fibres, la fourniture et l'installation de l'élément actif ainsi que son raccordement au réseau THD2D sont réalisés par la Ville.

#### Situation de travaux bâtementaires réalisés par la Région :

Si la Région réalise des travaux dans ses bâtiments et que ceux-ci entraînent la nécessité de couper ou de déplacer les éléments réseaux et la fibre optique qui circule dans le bâtiment, les coûts de remise en fonction du réseau et de la fibre dans le bâtiment sont à la charge de la Région. La Ville est informée des travaux et assure alors la remise en service de l'accès au réseau THD2D. La remise en service comprend : les épissures de la fibre bâtiment sur la fibre égout, la fourniture des jarretières de raccordement des fibres bâtiments sur l'équipement réseau ou le passage d'une nouvelle fibre depuis le point d'accès jusqu'au nouveau répartiteur et le déplacement du switch réseau.

#### Résiliation d'un site :

Dans cette situation, une réunion sera organisée à la demande la Région afin de déterminer les conditions opérationnelles de la résiliation d'un ou plusieurs sites.

#### Article 3 : Modalité de fonctionnement

---

Des comités de pilotage pourront être organisés annuellement et ont pour objet de faire un point sur l'exécution de la convention.

Des comités supplémentaires seront organisés à la demande des parties en cas de nécessité (résiliation par exemple).

Le calendrier de déploiement sera convenu entre les 2 parties et sera piloté en mode projet à compter de la signature de la présente convention.

Chaque année, la Région et la Ville établissent d'un commun accord la liste, qui est jointe en annexe 1, indiquant les établissements situés à Paris concernés par le périmètre de la convention afin de déterminer le montant à recouvrer au titre de l'année N-1.



#### Article 4 : Détermination du prix

---

##### ▪ Investissement initial

Le coût de remplacement de l'équipement réseau d'accès (commutateur) par un plus puissant et de dernière génération pour un site est de :

Prix du commutateur : 1627,75 euros HT par unité soit 1953,30 euros TTC (TVA 20 %)

Coût d'installation : 520,00 euros HT par site soit 624 euros TTC par site installé (quel que soit le nombre d'équipement réseau)

Soit pour 115 sites prévus (liste annexée) 246 991,25 euros HT soit 296 389,50 euros TTC

##### ▪ Prestation de maintenance

Le prix de la maintenance par site est de : 1 440 euros TTC par an (soit 120 euros TTC par mois) et par point de connexion (taux de TVA 20 %) quel que soit le débit et dans la limite prévue dans la présente convention (cf. article 2).

Le prix comprend les modifications apportées aux configurations des équipements dans la limite de leur capacité technique, ainsi que les interventions nécessaires au maintien en condition opérationnelle du service THD2D auprès des usagers (y compris l'obsolescence matérielle).

Ce prix est appliqué à tous les sites figurant dans la liste et actifs au 31 décembre de chaque année.

Dans l'hypothèse d'évolutions technologiques particulières ayant fait l'objet d'investissements sur le réseau THD2D, la Ville se réserve la possibilité de réactualiser les prix liés à la maintenance du réseau, après accord des deux parties, par voie d'avenant.

Les tarifs de la convention prennent effet à compter de l'achèvement de l'investissement nécessaire à la mise en place de l'augmentation du haut débit.

##### ▪ Installation de nouveaux sites

Le prix d'installation est établi sur devis majoré de 3 % au titre des frais de gestion. La DSIN de la Ville présente un devis à la Région, après validation de cette dernière, l'installation est mise en œuvre.

Dans le cadre de travaux complémentaires, liés à des déplacements de fibres notamment, un devis sera établi et présenté à la Région. Celui-ci sera majoré de 3 % au titre des frais de gestion.

##### ▪ Travaux divers réalisés sur devis (dont résiliation)

À la demande de la Région et après acceptation par la Ville, certaines prestations pourront être réalisées sur devis. Dans ces situations un devis correspondant à la nature des travaux à réaliser sera adressé à la Région par les services de la Ville, pour acceptation.

À titre d'exemple, lorsque la Région réalise des travaux dans ses bâtiments et que ceux-ci nécessitent le dévoiement du parcours de la fibre sur son site voire le transfert du point de livraison de la fibre

et de ses équipements dans un autre local, un devis sera établi et mis en œuvre après accord de la Région.

Les montants des devis seront majorés de 3 % au frais de gestion.

Les tarifs des travaux liés à la résiliation du site sont également faits sur devis dans la limite d'un plafond de 5 000 euros TTC (taux de TVA 20 %) par point de connexion concerné.

#### Article 5 : Modalités de facturation

L'ensemble des prestations décrites font l'objet d'une facturation. Toutes les prestations s'effectuent sur la base de coûts TTC.

##### ▪ **Investissement initial :**

La Ville réalise l'investissement initial.

La Région finance l'intégralité du projet (296 389,50 euros TTC) via une subvention qui sera versée comme suit :

- Acompte de 80 % à la signature de la convention
- 20 % au service fait

##### ▪ **Prestation de maintenance**

Pour les établissements la facturation se fait sur la base du nombre d'établissements actifs constatés au 31 décembre de l'année N-1.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'année N, la Ville émet un titre de recette à l'encontre de la Région correspondant aux prestations de l'année N-1 dont le montant est connu et calculé sur la base des éléments actifs au 31/12/N-1. Ce montant est défini en accord entre les parties de la présente convention.

##### ▪ **Installation de nouveaux sites**

Elles sont facturées au service fait et titrées en même temps que les prestations de maintenance pour les installations achevées en N-1

##### ▪ **Résiliation de l'abonnement d'un site**

Toute demande de résiliation du service THD2D d'un site sera adressée à la Ville afin que soient déterminées les modalités de résiliation.

#### Article 6 : Modalités de révision des prix

Les prestations de maintenance sont réactualisées au moment de la reconduction de la présente convention par application au prix initial ( $P_0$ ) de la formule suivante :

$$P = 0,2 (P_0) + [0,8 (P_0) \times (BT47_n / BT47_{M_0})]$$

Dans laquelle :

$BT47_n$  correspond à la valeur de l'indice du mois de septembre 2025 pour la 1<sup>ère</sup> reconduction et septembre 2029 pour la seconde

$BT 47 M_0$  correspond à la valeur de l'indice du mois de septembre 2021

Le prix ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

L'indice BT47 Bâtiment-Électricité est publié à l'INSEE - identifiant 001710979 à isopérimètre fonctionnel.

Le prix initial figurant dans la présente convention est révisé au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et au 1<sup>er</sup> janvier 2030.

Les prestations d'installation ne font pas l'objet de révision étant facturées au prix réel majoré de frais de gestion.

#### Article 7 : Conditions d'accès et d'utilisation du réseau TH2D

La Région autorise les services compétents de la Ville à auditer à la demande les frontières réseaux propres à chacune des parties afin de veiller au respect de ces règles et de ces normes.

La Région s'engage également à prendre dans les meilleurs délais les mesures de sécurité applicables dans ses installations, réseaux, matériels et logiciels que les services de la Ville compétents seraient, le cas échéant, conduits à lui prescrire ou à préconiser.

#### Article 8 : Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée d'un commun accord entre les deux parties, à la demande de l'une d'entre elle, par voie d'avenant.

Dans ce cas, la Ville, prépare un projet d'avenant intégrant les modifications envisagées et transmet ce projet à la Région pour validation.

#### Article 9 : Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention par une des parties signataires, quel qu'en soit le motif, doit être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

La résiliation prend effet au terme d'un préavis de dix-huit mois, de date à date, à compter du jour de la réception de la lettre recommandée.

Chacune des parties pourra signifier par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre partie dix-huit mois au moins avant le terme de la période conventionnelle en cours son intention de ne pas reconduire la présente convention.

Dans cette hypothèse, les parties se rapprochent pour déterminer les dispositions qui seront adoptées dans l'objectif de préserver la continuité et la qualité des prestations jusqu'alors fournies dans le cadre de la présente convention.

Article 10 :            Date et modalités d'entrée en vigueur - durée de la convention

---

La présente convention prend effet à sa date de notification et prend fin au 31 décembre 2025.

Elle est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de deux reconductions pour des durées de 4 ans chacune.

À compter de sa notification la présente convention se substitue à la convention signée préalablement entre la Ville et la Région, sur ce périmètre.

En deux (2) exemplaires originaux :

Paris, le

Saint-Ouen, le

Pour la Ville de Paris  
La Maire de Paris  
par délégation la Directrice des Systèmes  
d'Information et du Numérique

Pour la Région Ile de France  
La présidente de la Région Ile de France

Néjia Lanouar

Liste des annexes

- Annexe 1 : Liste des établissements (équipements actifs au 1<sup>er</sup> janvier 2022)

RIDF - PÔLE LYCEES - 115 Sites parisiens THD2D					
Label Région	Noms_sites	N_voie	Voie	Code postal	Commune
LYCEE	LYCEE FRANCOIS TRUFFAUT	28	RUE DEBELLEYME	75003	PARIS
LYCEE	LYCEE SIMONE WEIL	7	RUE DE POITOU	75003	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE VICTOR HUGO	27	RUE DE SEVIGNE	75003	PARIS
LYCEE	LYCEE TURGOT	69	RUE TURBIGO	75003	PARIS
LYCEE	LYCEE L ABBE GREGOIRE	70B	RUE TURBIGO	75003	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CHARLEMAGNE	14	RUE CHARLEMAGNE	75004	PARIS
LYCEE	LYCEE SOPHIE GERMAIN	9	RUE DE JOUY	75004	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE HENRI IV	23	RUE CLOVIS	75005	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE LAVOISIER	19	RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS
LYCEE	LYCEE LOUIS LE GRAND	123	RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS
LYCEE	LYCEE L ABBE GREGOIRE (ANNEXE)	30	RUE SAINT JACQUES	75005	PARIS
LYCEE	LYCEE SAINT LOUIS	44	BOULEVARD SAINT MICHEL	75006	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE MONTAIGNE	17	RUE AUGUSTE COMTE	75006	PARIS
LYCEE	LYCEE FENELON	2	RUE DE L EPERON	75006	PARIS
LYCEE	LYCEE FENELON (ANNEXE)	13	RUE SUGER	75006	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE VICTOR DURUY	33	BOULEVARD DES INVALIDES	75007	PARIS
LYCEE	LYCEE GUSTAVE EIFFEL	1	RUE DU GENERAL CAMOU	75007	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CHAPTAL	45	BOULEVARD DES BATIGNOLES	75008	PARIS
LYCEE	LYCEE RACINE (ANNEXE)	38	RUE DE NAPLES	75008	PARIS
LYCEE	LYCEE RACINE	20	RUE DU ROCHER	75008	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE JACQUES DECOUR	12	AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE JULES FERRY	77	BOULEVARD DE CLICHY	75009	PARIS
LYCEE	LYCEE EDGAR QUINET	63	RUE DES MARTYRS	75009	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE LAMARTINE	121	RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE	75009	PARIS
LYCEE	LYCEE CONDORCET	8	RUE DU HAVRE	75009	PARIS
LYCEE	LYCEE EDGAR QUINET (ANNEXE)	24	RUE DUPERRE	75009	PARIS

LYCEE	LYCEE MARIE LAURENCIN	114	QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS
LYCEE	LYCEE GUSTAVE FERRIE	7	RUE DES ECLUSES SAINT MARTIN	75010	PARIS
LYCEE	LYCEE COLBERT	27	RUE CHATEAU LONDON	75010	PARIS
LYCEE	LYCEE JULES SIEGFRIED	12	RUE D ABBEVILLE	75010	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE VOLTAIRE	101	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE DORIAN	74	AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE TURQUETIL	18	PASSAGE TURQUETIL	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE METIERS DE L AMEUBLEMENT (ANNEXE)	28	RUE FAIDHERBE	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE MARCEL DEPREZ	39	RUE ROQUETTE	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE PAUL POIRET	19	RUE TAILLANDIERS	75011	PARIS
LYCEE	LYCEE ELISA LEMONNIER	20	AVENUE ARMAND ROUSSEAU	75012	PARIS
LYCEE	LYCEE CHENNEVIERE MALEZIEUX	33	AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE PAUL VALERY	38	BOULEVARD SOULT	75012	PARIS
LYCEE	LYCEE ARAGO	4	PLACE DE LA NATION	75012	PARIS
LYCEE	LYCEE NICOLAS LOUIS VAUQUELIN	13	AVENUE BOUTROUX	75013	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE GABRIEL FAURE	81	AVENUE DE CHOISY	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE JEAN LURCAT	48	AVENUE DES GOBELINS	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE LAZARE PONTICELLI	92-96	RUE BARRAULT	75013	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE A. RODIN (LYCEE)	19	RUE CORVISART	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE ARTS GRAPHIQUES CORVISART	61	RUE CORVISART	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE GALILEE	28	RUE PATAY	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE JEAN LURCAT (ANNEXE)	119-123	RUE PATAY	75013	PARIS
LYCEE	ARTS GRAPHIQUES CORVISART (TOLBIAC)	170	RUE DE TOLBIAC	75013	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CLAUDE MONET	1	RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS
LYCEE	ECOLE PIERRE GILLES DE GENNES (ENCPB)	11	RUE PIRANDELLO	75013	PARIS
LYCEE	LYCEE RASPAIL	5	AVENUE MAURICE D OCAGNE	75014	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE FRANCOIS VILLON	10/16	AVENUE MARC SANGNIER	75014	PARIS
LYCEE	LYCEE GUILLAUME TIREL	237	BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS
LYCEE	LYCEE CROCE SPINELLI	1	RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS

LYCEE	LYCEE LEONARD DE VINCI (BOURSEUIL) (ANNEXE)	93	RUE DE L OUEST	75014	PARIS
LYCEE	LYCEE ERIK SATIE	2	RUE DUROUCHOUX (PIERRE CASTAGNOU)	75014	PARIS
LYCEE	LYCEE EMILE DUBOIS	14	RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE PAUL BERT	7	RUE HUYGHENS	75014	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL FRESNEL	31	BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE BUFFON	16	BOULEVARD PASTEUR	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL LEONARD DE VINCI	20	RUE DE BOURSEUL	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE ALEXANDRE DUMAS	29B/33B	RUE DE CRONSTADT	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL ROGER VERLOMME	24	RUE FONDARY	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL LOUIS ARMAND	319/321	RUE LECOURBE	75015	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CAMILLE SEE	11	RUE LEON LHERMITTE	75015	PARIS
LYCEE	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES	63/65	RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL BRASSAI	8	RUE QUINAULT	75015	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL BEAUGRENELLE	62	RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS
LYCEE	EX-LYCEE SAINT LAMBERT	15	RUE SAINT LAMBERT	75015	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CLAUDE BERNARD	1	AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE JEAN DE LA FONTAINE	1	PLACE DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE JEAN BAPTISTE SAY	11B	RUE D AUTEUIL	75016	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE JANSON DE SAILLY	106	RUE DE LA POMPE	75016	PARIS
CMR	LYCEE MOLIERE	71	RUE DU RANELAGH	75016	PARIS
LYCEE	LYCEE FEUILLET	9	RUE OCTAVE FEUILLET	75016	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL ECOLE NATIONALE DE COMMERCE	70	BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE HONORE DE BALZAC	118	BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE CARNOT	145	BOULEVARD MALESHERBES	75017	PARIS
LYCEE	LYCEE REGIONAL / ECOLE HOTELIERE JEAN DROUANT	20	RUE MEDERIC	75017	PARIS
LYCEE	LYCEE HOTELIER	135	RUE BELLIARD	75018	PARIS
LYCEE	LYCEE EDMOND ROSTAND	15	RUE DE L EVANGILE	75018	PARIS
LYCEE	LYCEE RABELAIS	9	RUE FRANCIS DE CROISSET	75018	PARIS

LYCEE	LYCEE AUGUSTE RENOIR (ANNEXE)	21	RUE GANNERON	75018	PARIS
LYCEE	LYCEE AUGUSTE RENOIR	24	RUE GANNERON	75018	PARIS
LYCEE	LYCEE ARMAND CARREL	45	RUE ARMAND CARREL	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE JACQUARD	2B	RUE BOURET	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE HECTOR GUIMARD	19	RUE CURIAL	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE DIDEROT	61	RUE DAVID D ANGERS	75019	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE HENRI BERGSON	27	RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE GEORGES BRASSENS	40	RUE MANIN	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE D ALEMBERT	22	SENTE DES DOREES	75019	PARIS
LYCEE	LYCEE DU BÂTIMENT- SAINT LAMBERT	7-9	RUE CLAVEL	75019	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE HELENE BOUCHER	75	COURS DE VINCENNES	75020	PARIS
CMR	CITE SCOLAIRE MAURICE RAVEL	89	COURS DE VINCENNES	75020	PARIS
LYCEE	LYCEE MARTIN NADAUD	23	RUE BIDASSOA	75020	PARIS
LYCEE	LYCEE EDITH PIAF	316-322	RUE DE. BELLEVILLE	75020	PARIS
LYCEE	LYCEE ETIENNE DOLET	7/9	RUE D EUPATORIA	75020	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN	185	AVENUE DE VERSAILLES	75016	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY	6	RUE CHARLES HERMITE	75018	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL ANTHIME CORBON	5	RUE CORBON	75015	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL THEOPHILE GAUTIER	49	RUE DE CHARENTON	75012	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL PIERRE LESCOT	37	RUE DES BOURDONNAIS	75001	PARIS
EX MUN	LYCEE TECHNOLOGIQUE LUCAS DE NEHOU	4	RUE DES FEUILLANTINES	75005	PARIS
EX MUN	LYCEE TECHNOLOGIQUE JEAN BAPTISTE LULLI (ANNEXE J. MONOD)	44	RUE DES JEUNEURS	75002	PARIS
EX MUN	LYCEE PROFESSIONNEL SUZANNE VALADON	7	RUE FERDINAND FLOCON	75018	PARIS
EX MUN	LUCAS DE NEHOU (ANNEXE)	19	RUE FRIANT	75014	PARIS
EX MUN	LYCEE CHARLES DE GAULLE	17	RUE LIGNER	75020	PARIS



EX MUN	LYCEE	LYCEE PROFESSIONNEL MAXIMILIEN VOX	5	RUE MADAME	75006	PARIS
EX MUN	LYCEE	LYCEE PROFESSIONNEL MARIA DURAISME	19	RUE MARIA DERAISME	75017	PARIS
EX MUN	LYCEE	LYCEE TECHNOLOGIQUE GASTON BACHELARD	2	RUE TAGORE	75013	PARIS
EX MUN	LYCEE	LYCEE TECHNOLOGIQUE JACQUES MONOD	12	RUE VICTOR COUSIN	75005	PARIS
EX MUN	LYCEE	LYCEE THEOPHILE GAUTIER (ANNEXE VOSGES)	6/6B	PLACE DES VOSGES	75004	PARIS
EX MUN	LYCEE	MAXIMILIEN VOX (ANNEXE)	85	BOULEVARD RASPAIL	75006	PARIS
EX MUN	LYCEE	JACQUES-MONOD	132	RUE D'ALEZIA	75014	PARIS

**Annexe 2 - THDSSD - AVENANT n°1 A LA  
CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-  
SAINT-DENIS**



## **AVENANT N°1**

### **A LA CONVENTION DE REALISATION PAR LE DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS ET DE LA REGION ILE DE FRANCE D'UN RESEAU DE TRES HAUT DEBIT (THD-SSD) POUR LES ETABLISSEMENTS DE SECOND DEGRE DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Entre

**Le Département de la Seine-Saint-Denis**, Représenté par son Président, autorisé à cet effet par une délibération du Conseil départemental en date du \_\_\_\_\_, d'une part,

Et

**La Région Ile-de-France**, représentée par sa Présidente, autorisée à cet effet par une délibération du Conseil Régional en date du 02 juillet 2021, d'autre part,

Vu la convention relative à la réalisation par le Département de Seine Saint Denis et la Région Ile de France d'un réseau de très haut débit, approuvée le 20 mai 2015 par les deux parties,

Il est établi et convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Une convention d'interconnexion des lycées et des CFA au réseau très haut débit des établissements du second degré de Seine Saint Denis a été signée entre la Région et le Département en 2015 pour une durée de 6 ans pouvant être renouvelée par reconduction expresse pour une durée de 1 an.

La reconduction expresse d'1 an a été prononcée et acceptée par les 2 parties en mars 2021 portant ainsi la date de la fin de la convention à mai 2022.

Le raccordement d'un site, tel que prévu dans la convention, est effectué aujourd'hui avec un débit symétrique de 100 Mb/s maximum.

En raison du développement des nouveaux usages liés à l'utilisation de l'internet, la Région souhaiterait accompagner la communauté éducative des lycées en leur proposant pour les prochaines années un débit par site évolutif et adapté par tranche de 100 Mb/s, allant jusqu'à 1Gb/s.

#### **Article 1 : Objet**

Le nouveau tarif proposé tient compte de cette modification et d'un tarif en fonction du débit. Afin de répondre à ces demandes, l'article 4 de la convention initiale est complété et les articles 5 et 12 sont remplacés par ceux qui suivent.

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale demeurent inchangées.

Conformément à l'article 7 de la convention, 2 nouveaux sites sont ajoutés à la liste des sites pouvant être raccordés au réseau THD-SSD.

Liste de ces 2 sites en annexe 1 de cet avenant.

---

## **Article 2 : Clauses modifiées**

### **Article 2.1 : l'article 4 « Contributions respectives » est modifié de la façon suivante**

*Le chapitre 4.1.3 - Exploitation du réseau THDSSD est ainsi complété*

Afin d'accompagner les nouveaux usages numériques des lycées, le Département de Seine-Saint-Denis pourra raccorder tous les établissements du second degré au réseau THD-SSD à un débit compris entre 100Mb/s et 1Gb/s.

### **Article 2.2 : l'article 5 « Modalités de versement » est intégralement supprimé et est remplacé par les stipulations suivantes**

La Région finance le déploiement du THDSSD pour les lycées et les CFA, sous la forme d'une subvention versée au Département selon les modalités suivantes :

#### **En investissement**

Les versements seront effectués au fur et à mesure du déploiement sur demande du Département justifiant du service fait en précisant les références, dates et montant des actes payés au titre de l'opération.

Le titre de recette du Département sera complété par la présentation d'un document établissant la prise en compte des établissements visés dans la supervision du Département. Le Département émettra des titres de recette à chaque fois qu'il raccordera de nouveaux sites.

L'investissement porte sur le raccordement d'un nouveau site (voir chapitre 4.1.2 de la convention initiale) ou sur l'augmentation de débit d'un site déjà raccordé qui nécessite le remplacement de certains équipements actuels du réseau THD-SSD par de nouveaux équipements plus performants. La Région participera alors au financement de l'acquisition et de la maintenance des nouveaux équipements déployés au prorata des sites équipés.

Les matériels seront fournis, installés supervisés et maintenus en conditions opérationnelles par les services du Département.

Afin d'offrir une haute disponibilité du service internet aux lycées de Seine Saint Denis, à la demande de la Région, certains sites pourront être secourus par un onduleur installé, maintenu et supervisé par les services du Département.

Gille Tarifaire THD-SSD / investissement augmentation débit	
Prestations	€ TTC
F.A.S - Actif réseau site (débit >100Mb/s)	360
F.A.S - Module Gbic SFP 10 Gb (débit > 500 Mb/s)	360
Installation Onduleur THD-SSD	600

Dans le cadre de certains travaux liés à la rénovation des lycées, des prestations complémentaires pourront être commandées sur présentation d'un devis comme le dévoiement d'une fibre optique. La prestation sera réalisée par le Département ou son délégataire après acceptation du devis par les services de la Région.

## En fonctionnement

Le Département inscrit tous les sites raccordés dans le périmètre de ses opérations de télésurveillance et de maintenance en condition opérationnelle et réalise ces opérations au fur et à mesure du raccordement de chaque site au réseau. La Région s'engage à verser annuellement le total = **(nb sites\*nb de mois) \*montant mensuel du débit dont bénéficie le site raccordé suivant le tableau ci-dessous** sur présentation des tableaux de supervision de la part du Département.

Gille Tarifaire THD-SSD / Fonctionnement	
Prestations	Abonnement Mensuel € TTC
Abonnement THD jusqu'à 100 Mb/S	125
Abonnement THD 200 Mb/S	175
Abonnement THD 300 Mb/s	225
Abonnement THD 400 Mb/S	275
Abonnement THD 500 Mb/S	325
Abonnement THD 1 Gb/s	500
Maintenance Onduleur THD-SSD	15

Ces montants mensuels seront révisés annuellement à la date anniversaire d'entrée en vigueur du présent avenant telle que définie à son article 2, en suivant la formule suivante :

$$P = Po (0,15 + 0,85S/So)$$

dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial

So = Indice SYNTEC, au mois de la notification de la convention

S = Dernier indice SYNTEC à la date de révision (année N +1)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

## Article 2.3 : l'article 12 « Durée de la Convention » est intégralement supprimé et est remplacé par les stipulations suivantes

Le présent avenant n°1 à la convention entrera en vigueur à la date de signature par les deux parties. A cette date, la convention initiale signée par les 2 parties en 2015 sera prolongée pour une durée de 6 ans. La convention pourra ensuite être expressément prorogée par les parties pour une durée d'un an. Dans ce cas, la demande de prorogation expresse doit être formulée par l'envoi d'un courrier LRAR, à l'initiative de la partie la plus diligente, adressé à l'autre partie. L'envoi du courrier doit intervenir au moins deux mois avant le terme de la convention, cachet de la poste faisant foi. La partie alors saisie aura jusqu'au terme de la durée de la convention pour formuler une réponse. Le silence de sa part vaut refus de prorogation expresse de la convention qui est réputée arriver à son terme en application des stipulations du présent article.

En deux (2) exemplaires originaux :

Bobigny, le

Saint-Ouen, le

Le Président du Département de  
Seine Saint Denis

La Présidente de la Région  
Île de France

---

## **ANNEXE 1 A L'AVENANT**

Type	Etablissement	Commune	CP	Adresse
CRIDF	Conseil régional Île-de-France	Saint-Ouen-sur-Seine	93400	2 rue Simone Veil
LGT	Lycée Neuf de Pierrefitte	Pierrefitte	93380	Rue d'Amiens

**Annexe 3 - THD94 - AVENANT n°1 A LA CONVENTION  
AVEC LE DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE**

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION  
D'INTERCONNEXION DES LYCEES ET DES CFA  
AU RESEAU TRES HAUT DEBIT  
DES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ  
DU VAL DE MARNE**



---

## **AVENANT N° 1 A LA CONVENTION**

Entre

**Le Département du Val-de-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, d'une part,

Et

**La Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, d'autre part,

Il est établi et convenu ce qui suit :

### **Préambule :**

Une convention d'interconnexion des lycées et des CFA au réseau très haut débit des établissements du second degré du Val de Marne a été signée entre la Région et le Département le 24 novembre 2016 pour une durée de 25 ans.

Le raccordement d'un site, tel que prévu dans la convention, est effectué avec un débit de 100 Mb/s et symétrique. Avec le développement des usages du numériques, la Région souhaite pouvoir disposer d'un débit de 200 Mb/s dans tous les collèges, et d'offres avec des débits plus importants, par tranche de 100 Mb/s, allant jusqu'à 1Gb/s.

### **Article 1 : Objet**

Afin de répondre à la demande décrite en préambule, le présent avenant a pour objet de modifier les clauses suivantes de la convention du 24 novembre 2016 conformément aux stipulations de son article 9.

### **Article 2 : Clauses modifiées**

**L'article 4.1.3 de la convention, "Raccordement des établissements du second degré" est remplacé dans son intégralité par les stipulations suivantes :**

*« Le Département du Val-de-Marne fournit l'équipement réseau de l'établissement, le configure et le raccorde à la fibre optique. Puis il teste l'accès à internet à travers le réseau logique réservé pour le GFU.*

*Les sites sont actuellement raccordés à 100 Mb/s. Dans le mois qui suit la notification de cet avenant, tous les sites déjà raccordés seront migrés à un débit de 200 Mb/s.*

*L'émission du PV de recette permettra de déclencher la facturation et l'émission du titre de recette pour l'établissement. »*

**A l'article 5 de la convention, "Modalités de versement",**

**Le paragraphe :**

- 
- « La Région s'engage à verser semestriellement à terme échu, pour chaque site raccordé ou mise en attente, le coût de redevance, maintenance, exploitation et bande passante du réseau, dont le montant est indiqué à l'article 18. »

**Est remplacé par :**

- « La Région s'engage à verser semestriellement à terme échu, pour chaque site raccordé, le montant de la redevance, maintenance, exploitation et bande passante du réseau, défini à l'article 18. »

**Le paragraphe suivant est supprimé :**

- « Dans le cas où un site prévu dans la convention ne pourrait pas être raccordé du fait de la Région, celui-ci sera considéré comme raccordé et mis en attente. Le montant du titre de recette sera dû par la Région au même titre qu'un site raccordé. »

**L'article 15 de la convention, "Augmentation du débit d'un site", est remplacé dans son intégralité par :**

« Techniquement, la fibre optique permet d'augmenter le débit réseau bien au-delà de 200 Mb/s. La Région souhaite que le Département lui propose une offre de débit par tranche de 100 M/s, jusqu'à 1Gb/s.

Les équipements matériels sont fournis par le Département, et la prestation d'augmentation de débit est réalisée par les équipes de la Direction des Systèmes d'Information du Département. Si une augmentation de débit est demandée par la Région, elle concernera l'ensemble des établissements de la Convention. Le Département ne pourra pas gérer des débits différenciés par établissement.

La Région a la responsabilité de s'assurer que l'augmentation des débits des établissements est compatible avec le débit de l'accès internet global. »

**L'article 18 de la convention, "Coût des prestations", est remplacé dans son intégralité par :**

**« 18.1 Montant de redevance**

Le montant de la redevance maintenance, exploitation et bande passante du réseau du au Département du Val-de-Marne est fixé par mois et par site raccordé, quel que soit le type de site (lycée, CFA, point d'accès à internet), selon le barème suivant :

Débit du site	Montant mensuel net de la redevance par site
200 Mb/s	330 €
300 Mb/s	360 €
400 Mb/s	390 €
500 Mb/s	420 €
600 Mb/s	460 €
700 Mb/s	500 €
800 Mb/s	540 €
900 Mb/s	580 €
1 Gb/s	600 €

---

*Pour des questions techniques et de gestion, le Département ne gère des débits différents pour chaque site. En conséquence, tous les sites se verront attribuer et facturer le même débit, demandé par la Région*

*Le débit indiqué est le débit maximal atteignable sur le lien de raccordement mais n'est pas un débit garanti, la technologie ne le permettant pas.*

## **18.2 Frais de mise en service**

*Lors d'une demande de la Région de modifier le débit des sites, les frais de mise en service sont de 750 € nets par site.*

*Les frais de mise en service seront facturés lors de la notification de cet avenant, pour la prise en compte de la modification du débit de 100 à 200 Mb/s, et lors de chaque demande de la Région de modifier le débit des sites.*

*Ces coûts ne couvrent pas les frais de mise en service de la fibre optique, ni de l'IRU, qui sont dus par la Région à Valofibre. »*

## **Article 3 : Prise d'effet**

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de signature des parties.

## **Article 4 : Prévention et règlement des litiges**

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation du présent avenant, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possibles avant de saisir le tribunal compétent.

En deux (2) exemplaires originaux :

Créteil, le

Saint-Ouen, le

Pour le Département du Val-de-Marne

Pour la Région Ile de France

**Annexe 4 - THD77 - AVENANT n°3 AU CONTRAT  
CADRE POUR LE SERVICE DE BANDE PASSANTE  
CONCLU AVEC SEM@FOR77**

**AVENANT AU  
CONTRAT CADRE N°SEM/CG/BP/001  
SERVICES DE BANDE PASSANTE**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**SEM@FOR 77** société par actions simplifiée, au capital de 5.000.000 €, dont le siège social est situé 30, rue Edouard Belin (92500) Rueil-Malmaison, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre, immatriculée au répertoire SIREN sous le n°492 990 262,

*Représentée par Monsieur Pierre-François IOOSS, dûment habilité à l'effet du présent Contrat,*

Ci-après dénommée « **le Déléгатaire** »,

**D'UNE PART,**

**Et**

**La Région Île-de-France** située 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente dûment habilitée par délibération du Conseil Régional en date du 2 juillet 2021,

Ci-après dénommée « **La Région** »,

Ensemble ou séparément ci-après dénommées « la ou les Partie(s) »

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

**Le Déléгатaire** est titulaire d'une convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2006 par le Département de Seine et Marne (ci-après la « *Convention de DSP* ») portant sur l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques sur le territoire de Seine et Marne, conformément aux dispositions de l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans ce cadre, le Déléгатaire exploite et entretient un Réseau de communications électroniques haut débit sur le territoire de Seine et Marne. A ce titre, il exerce une activité d'opérateur d'opérateurs conformément à l'article L.1425-1 du CGCT et peut notamment fournir des services de livraison de Bande Passante à :

- des opérateurs de communications électroniques au sens des dispositions de l'article L32-15° du Code des Postes et des Communications électroniques - en ce, y compris les opérateurs de téléphonie, fixe ou mobile, les câblo-opérateurs, les fournisseurs d'accès à Internet ;
- Des groupes fermés d'utilisateurs au sens des dispositions de l'article L32-4° du Code des Postes et des Communications électroniques.

Dans le cadre de la mise en place du plan d'aménagement numérique du territoire adopté par délibération n° CR 70-11 du 29 septembre 2011, la Région participe à la construction du réseau de collecte Très Haut Débit de la Seine-et-Marne. Ce réseau permet d'interconnecter les lycées seine-et-marnais au réseau de collecte géré par la délégation de service public SEM@FOR77.

Par délibération CP 13-200 du 4 avril 2013, la commission permanente a autorisé le président du conseil régional à signer avec SEM@FOR77 un contrat cadre pour le service de bande passante.

Par délibération CP 14-453 du 18 juin 2014, la commission permanente a autorisé le président du conseil régional à signer un avenant n° 1 à ce contrat cadre afin de prendre en compte une nouvelle grille tarifaire.

Par délibération CP 16-429 du 21 septembre 2016, la commission permanente a autorisé la présidente du conseil régional à signer un avenant n° 2 à ce contrat cadre afin de prendre en compte une nouvelle grille tarifaire.

Ce troisième avenant a pour objet de définir les nouvelles conditions tarifaires applicables dans le cadre de l'exécution de ce contrat.

**CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1**

La grille tarifaire de bande passante figurant à l'annexe 2 du contrat-cadre est modifiée comme suit :

Nouveaux tarifs des débits garantis par site

BPE 2019									
Débit garanti	4Mbps	10Mbps	20Mbps	40Mbps	100Mbps	200Mbps	500Mbps	1Gbps	2Gbps à 10Gbps
Prix €HT	80	200	250	280	320	390	490	590	Sur étude et devis

**Offre BPE au volume**

L'offre BPE au volume est établie en fonction du nombre de Sites Utilisateurs Finals pour lesquels le Service BPE est commandé par un Usager pour une durée minimale ferme applicable à la Commande ou au renouvellement d'une Commande à son terme, dans les conditions suivantes.

Les tarifs de l'offre BPE au volume s'appliquent :

- aux nouvelles Commandes d'un Usager et aux Commandes renouvelées à leur terme,
- à partir de quarante (40) Sites Utilisateurs Finals faisant l'objet d'une ou plusieurs Commandes sur une durée de douze (12) mois glissants à compter de la passation de la première Commande, correspondant à un ensemble de Sites d'un Utilisateur Final ou de plusieurs Utilisateurs Finals constituant ou participant à une structure commune ou étant partie à un cadre contractuel commun,
- et souscrites pour une durée minimale ferme de trente-six (36) mois pour chacune des Commandes.HT

Débits	Redevance mensuelle € HT
BPE 10 Mbps	100
BPE 20 Mbps	150
BPE 100 Mbps	150
BPE 200 Mbps	220
BPE 500 Mbps	350
BPE 1 Gbps	400

**La nouvelle grille tarifaire complète est jointe en annexe 1 de cet avenant.**

**ARTICLE 2**

Les autres stipulations du contrat demeurent inchangées.

En deux (2) exemplaires originaux :

<b>Pour le Déléataire</b>	<b>Pour la Région</b>
Fait à .....[.....], le	Fait à [.....], le
[.....],	[.....],
[...]	[...]



## ● A1 - BANDE PASSANTE ENTREPRISE ●

### ►► Frais d'Accès au Service et au réseau

Les frais d'accès au service (FAS) et les frais d'accès au réseau (FAR) varient en fonction de la zone tarifaire du site client et du débit.

Les tarifs dans le tableau ci-dessous sont exprimés en euros et hors taxe.

FAS								
BPE	4 Mbps	10 Mbps	20 Mbps	40 Mbps	100 Mbps	200 Mbps	500 Mbps	1 Gbps
THD ZONE 1 < 100 ML	360	360	360	360	0	0	0	0
THD ZONE 2 > 100 ML < 350 ML	360	360	360	360	0	0	0	0
THD ZONE 3 > 350 ML < 500 ML	360	360	360	360	360	360	0	0
THD ZONE 4 > 500 ML < 700 ML	360	360	360	360	360	360	360	0
ZONE HORS FORFAIT >700 ML	sur devis							

FAR								
	4 Mbps	10 Mbps	20 Mbps	40 Mbps	100 Mbps	200 Mbps	500 Mbps	1 Gbps
THD ZONE 1 < 100 ML	0	0	0	0	0	0	0	0
THD ZONE 2 > 100 ML < 350 ML	1 140	1 140	1 140	1 140	0	0	0	0
THD ZONE 3 > 350 ML < 500 ML	3 540	2 640	1 640	1 640	1 140	1 140	0	0
THD ZONE 4 > 500 ML < 700 ML	5 140	4 140	3 140	3 140	2 640	2 640	1 140	0
ZONE HORS FORFAIT >700 ML	sur devis							

Les distances des zones tarifaires sont données à titre d'exemple, elles peuvent varier en fonction de différents paramètres par exemple, la géographie du territoire, la capillarité du réseau.

Les Frais d'accès par site sont indiqués sous réserve d'une infrastructure existante disponible entre la boîte de raccordement du Délégué et le local technique du site Client Final. Les frais d'accès comprennent la pose d'un câble de moins de 100ml et d'une hauteur inférieure à 3,5m en domaine privé. Ils ne comprennent pas la réparation ou la création de conduites.

En cas de travaux de génie civil, des frais d'accès au réseau (FAR) supplémentaires pourront être demandés sur devis.

### ►► Frais d'Adduction

En cas de dépassement de la limite de 100ml de longueur et de 3,5m de hauteur en domaine privé, des frais d'adduction (FAD) pourront être demandés sur devis.

Les Frais d'Adduction (FAD) de sites non raccordés au réseau sont facturés au coût réel de réalisation de l'adduction au réseau majoré de 15% au titre des frais de gestion et de maîtrise d'œuvre.

### ►► Redevances correspondant à la redevance d'usage et de maintenance



Les tarifs dans le tableau ci-dessous sont exprimés en euros et hors taxe.

BPE 2019									
Débit garanti	4Mbps	10Mbps	20Mbps	40Mbps	100Mbps	200Mbps	500Mbps	1Gbps	2Gbps à 10Gbps
Prix € HT	80	200	250	280	320	390	490	590	Sur étude et devis

►► **Garantie de temps de rétablissement**

GTR standard : 4H Heures ouvrées (8h – 18h) inclus dans l'offre.

Une option GTR 4H 24/7/365 jours est proposée en option au tarif de 40 € HT/mois, qui s'ajoute au montant de la redevance exposée ci-dessus.

►► **Durée d'engagement**

Durée d'engagement standard : 24 mois inclus dans l'offre

Option réduction de la durée d'engagement à 12 mois.

Tarif : majoration de +10% du prix de la redevance du service

Option prolongeant la durée d'engagement à 36 mois.

Tarif : remise de -10% du prix de la redevance du service

►► **Option de sécurisation**

L'option de sécurisation de la collecte permet d'assurer une continuité du service des sites feuilles.

L'option de sécurisation du Site Client Final consiste au raccordement de deux liens (lien standard et lien de secours) aux clients finals.

Ce service est soumis à une étude de faisabilité préalable pour définir l'architecture technique en fonction du niveau de sécurisation souhaité par le client.

Les services de sécurisation sont décrits dans l'annexe 3 – 6.4:

Tarifications : sur devis

►► **Frais de mise en service du tronc de collecte standard**

Les Frais d'accès au Service (FAS) sont forfaitaires.

Tronc de collecte	Frais € HT
1 Gbps	1 000
10 Gps	2 500

►► **Redevances correspondant à la redevance d'usage et de maintenance IP Transit**





Débits	Tarif mensuel € HT
2 Mbps	100
4 Mbps	200
6 Mbps	300
10 Mbps	460
20 Mbps	600
40 Mbps	800
100 Mbps	1 200
200 Mbps	1 450
300 Mbps	1 600
500 Mbps	1 800
1 Gbps	2 400

#### ►► Adresses IPv4

La souscription du service IP Transit donne lieu à l'attribution de 1 adresse IPv4 par lien unitaire.

#### ►► Services Divers

Service	Frais en € HT
Résiliation d'un service	50
Déplacement d'un technicien	80 + 80/heure
Modification de service	50

Les services complémentaires, équipements, installations et demandes d'interventions peuvent faire l'objet de facturations complémentaires.

#### ►► Offre BPE au volume

L'offre BPE au volume est établie en fonction du nombre de Sites Utilisateurs Finaux pour lesquels le Service BPE est commandé par un Usager pour une durée minimale ferme applicable à la Commande ou au renouvellement d'une Commande à son terme, dans les conditions suivantes.

Les tarifs de l'offre BPE au volume s'appliquent :

- aux nouvelles Commandes d'un Usager et aux Commandes renouvelées à leur terme,
- à partir de quarante (40) Sites Utilisateurs Finaux faisant l'objet d'une ou plusieurs Commandes sur une durée de douze (12) mois glissants à compter de la passation de la première Commande.



- correspondant à un ensemble de Sites d'un Utilisateur Final ou de plusieurs Utilisateurs Finals constituant ou participant à une structure commune ou étant partie à un cadre contractuel commun,
- et souscrites pour une durée minimale ferme de trente-six (36) mois pour chacune des Commandes.

Débits	Redevance mensuelle € HT
BPE 10 Mbps	100
BPE 20 Mbps	150
BPE 100 Mbps	150
BPE 200 Mbps	220
BPE 500 Mbps	350
BPE 1 Gbps	400